

Accor vend 62 hôtels F1 pour le Samu social

- Mis à jour le 20/03/2017 à 14:53



Hotel F1 à Annemasse, Haute-Savoie, France. Crédits photo : Eduardo P sous licence CC

Le groupe hôtelier a dévoilé un plan de modernisation des hôtels F1, sa chaîne économique. Particularité, le groupe cède 62 établissements qui seront utilisés par le Samu social dans un contexte de crise du logement d'urgence.

En décidant de reprendre en main son offre d'hôtellerie à bas coût, Accor en profite pour céder 62 de ses 237 hôtels F1 sur le territoire français à une filiale de la Caisse des Dépôts, dans le cadre du renforcement des infrastructures de logement d'urgence. La gestion opérationnelle sera confiée au groupe SNI et c'est [le Samu social qui aiguillera les populations visées](#) par ces établissements.

Environ un tiers des hôtels cédés sont situés en Île-de-France, [où les besoins sont les plus forts](#). Depuis plusieurs années, le Samu social, et de nombreux services publics et associations ont en effet souvent recours à l'hôtellerie pour le logement d'urgence, et la pratique pose de plus en plus problème, les clients payants et ceux qui sont logés gratuitement faisant difficilement bon ménage.

La Caisse des Dépôts a donc saisi l'occasion d'acquérir les hôtels et de les affecter au Samu social via une de ses filiales, le groupe SNI. Joint par téléphone, le secrétaire général du groupe, Vincent Mahé, détaille : « les immeubles seront adaptés à leur nouvelle destination sociale et rénovés. Le bâti sera adapté à l'accompagnement social et des cuisines collectives seront installées ». Si le montant de la vente est inconnu, l'enveloppe de travaux est de 30 millions d'euros.

Pour réaliser cette acquisition, le groupe SNI a été [rejoint par d'autres investisseurs institutionnels](#). Les partenaires envisagent déjà d'acheter d'autres hôtels. Ils se rémunéreront en facturant à l'État chaque nuitée d'accueil d'urgence. « Et pour l'État, ce système est beaucoup plus attractif financièrement », souligne Vincent Mahé. L'alternative est en effet de payer au prix fort les nuits auprès d'hôteliers privés.

L'afflux massif de migrants depuis 2015, mais aussi l'aggravation de la situation économique et sociale pour de nombreux chômeurs, personnes âgées ou dépendantes, a accentué [la pression sur les services publics du logement](#). Le gouvernement a lancé un plan de création de 13.000 places, mais recourt massivement à l'hôtellerie (41.000 nuitées avaient été achetées par l'État pour le seul mois de juin 2016, d'après un rapport parlementaire).

[» Sept idées pour sortir de la crise du logement](#)

Plan de modernisation de l'offre économique

Accor a décidé de se séparer de ces actifs dans le cadre d'un plan de modernisation de son offre économique. Bien connus des Français pour leur emplacement le long des grands axes, les hôtels Formule1, nés en 1985 et devenus « F1 » en 2008, appartiennent à quelques franchisés et pour la plupart à une structure d'investissement dédiée, dont le groupe Accor veut devenir le principal actionnaire.

Une augmentation de capital de 51 millions d'euros doit lui permettre de mener à bien une transformation des hôtels restants, avec des chambres partagées jusqu'à six personnes, un restylage total et un service Premium, avec salle de bain personnelle et non collective comme c'est le cas actuellement. En plus de 30 ans, la chaîne d'hôtels F1 a longtemps profité de sa place de leader, qu'elle doit défendre aujourd'hui sur un marché devenu particulièrement concurrentiel et [qui évolue en même temps que les nouvelles tendances du voyage](#) en France.